

**RETENTION DE LA POPULATION ET
DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL :
A L'ECOUTE DES PAYSANS MAFA
DES MONTS MANDARA (CAMEROUN)**

Patrick GUBRY
Démographe de l'ORSTOM
Département SDU, UR I 5
Centre Français sur la Population et le
Développement (CEPED)
15, Rue de l'Ecole de Médecine
75 270 Paris Cédex 06*

Résumé

A l'occasion d'une enquête démographique menée dans une zone très peuplée des monts Mandara, à l'extrême-nord du Cameroun, on a demandé aux chefs de ménage leur opinion sur les mesures à prendre pour diminuer l'exode rural. Les dix actions les plus fréquemment sollicitées concernent : les aménagements hydrauliques, les infrastructures sanitaires, les emplois, les infrastructures scolaires, les infrastructures de transport, l'aide alimentaire, l'aide financière, la fin de "l'oppression", le développement agricole et

* La présente communication s'inscrit dans le cadre de l'opération de recherche MESRES-ORSTOM n°0511020101.

la réduction des impôts. De manière générale, le développement de cette région, jusque là "hors-développement", est souhaité "sur place" dans la montagne elle-même.

Summary

On the occasion of a demographic survey conducted in a densely populated area of the Mandara mountains, in the northern tip of Cameroon, household heads were asked what measures they thought should be taken to decrease rural-urban migration. The ten actions most frequently mentioned concerned : hydraulic development; employment; health, school and transport installations; food relief; financial aid; the end of "oppression"; agricultural development; and tax reduction. Generally speaking, the development of this so far totally non-developed region is desired "on the spot", in the mountains.

1. Présentation

La lutte contre l'exode rural et ses conséquences est une des priorités les plus constamment affichées en matière de politique démographique par le gouvernement camerounais, à l'instar de nombreux autres pays africains. Le phénomène de peuplement des villes au détriment des campagnes apparaît comme un processus largement inéluctable, que peu de gouvernements au monde ont jusqu'à présent tenté d'arrêter. Ce n'est d'ailleurs pas la nature du phénomène en lui-même qui le rend "néfaste", mais bien son

amplitude et sa rapidité, qui sont telles que ses conséquences sont difficiles à maîtriser, surtout au niveau des grandes villes.

Les études réalisées dans ce domaine font cependant ressortir la possibilité de deux types de politiques, tout à fait complémentaires, pour *limiter* les conséquences de l'exode rural : les politiques de rétention de la population en milieu rural destinées à freiner l'émigration et les politiques de "canalisation" des courants migratoires en direction des pôles secondaires. Les premières sont liées au *développement rural*, sans que l'on puisse pour autant mesurer l'effet précis de telle ou telle mesure sur la migration; les secondes sont liées au développement des centres urbains secondaires et à *l'aménagement du territoire*.

Au Cameroun, les problèmes rattachés à l'exode rural sont d'une acuité particulière du fait que le phénomène vient seulement de se déclencher dans certaines régions parmi les plus peuplées et qu'il est donc susceptible de prendre encore de l'ampleur dans un proche avenir, hypothéquant gravement les politiques de développement¹.

Les monts Mandara, à l'Extrême-Nord du Cameroun, entrent dans cette catégorie de régions. Zone montagneuse, très densément peuplée, encore peu sujette globalement à l'émigration

¹BARBIER (Jean-Claude), COURADE (Georges), GUBRY (Patrick) 1978 : L'exode rural au Cameroun, Yaoundé ; ONAREST, 113 p. multig. (*Travaux et Documents de l'ISH*, n°11), Nouv. Réf. : Cahiers ORSTOM, Sér. Sci. Hum. (Paris), vol. XVIII, n°1, 1981-82, pp. 107-147.

définitive, de conditions de vie très difficiles, elle semble comme condamnée à l'exode rural, du fait même que les possibilités d'intensification des systèmes de production en place paraissent très difficiles à mettre en œuvre. Une partie de cette zone a donc été incluse dans l'échantillon de l'Enquête sur la Pression Démographique et l'exode rural (EPD) menée dans le cadre du Centre de Recherches Economiques et Démographiques (CRED).

2. L'enquête sur la pression démographique dans le Nord et l'Ouest du Cameroun

L'Enquête sur la Pression Démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest du Cameroun (EPD) est une enquête démographique à passages répétés, à deux passages à intervalle annuel, menée sur le terrain en 1982 et 1983 sur un échantillon d'environ 38000 personnes. Deux régions d'enquête ont été choisies : le département du Mayo-Tsanaga (monts Mandara, province de l'Extrême-Nord) et le département du Ndé (pays bamiléké, province de l'Ouest). La raison de ce choix a surtout été la forte pression démographique qui règne dans chacune de ces régions avec un comportement migratoire très différent : émigration encore balbutiante dans la première, exode rural très ancien et dépeuplement avancé dans la seconde. Nous nous intéressons ici à la première des deux régions.

L'EPD est une enquête à objectifs multiples. Les plus importants d'entre eux concernent l'analyse du phénomène de l'exode rural et de ses

causes, afin de formuler des propositions à l'intention des pouvoirs publics pour une politique destinée à freiner le phénomène.

Trois types principaux de questionnaires ont été mis en œuvre : le questionnaire-ménage, le questionnaire-descendants et le questionnaire socio-économique. Le premier est destiné à faire le recensement des membres de chaque ménage et de leur évolution au cours de la période d'enquête; le second, destiné aux pères, relève des caractéristiques de leurs enfants émigrés; le troisième est posé à un sous-échantillon au 1/10^e des chefs de ménage et est destiné à évaluer les activités économiques, le budget et le niveau de vie de la population. Il se termine par une "question ouverte", que nous analysons ici¹.

¹Sur la méthodologie de l'EPD, cf. : GUBRY (Patrick), NGWE (Emmanuel) - 1982 - L'observation des mouvements migratoires à travers deux enquêtes à passages répétés au Cameroun : présentation méthodologique et élaboration des questionnaires. Communication au deuxième stage de perfectionnement pour démographes africains francophones (IFORD, GDA,UIESP), Bordeaux (8 novembre - 3 décembre 1982), 47 p. multig.

GUBRY (Patrick), LAMLENN BONGSUIRU (Samson), NGWE (Emmanuel), TCHEGHO (Jean-Marie) - 1985 - Le questionnaire-descendants : une méthode d'approche de l'exode rural dans les zones de départ. In Migrations internes. Collecte de données et méthodes d'analyse. Chaire Quételet 83 (Département de Démographie de l'Université Catholique de Louvain (6-9 septembre 1983). Louvain : Université Catholique, 460 p., pp. 391-407 & *Revue Science et Technique, Sér. Sci. Hum./Science and Technology Review, Soc. Sc. Ser.* (Yaoundé), vol. III n°1-2, 1985, pp. 129-143.

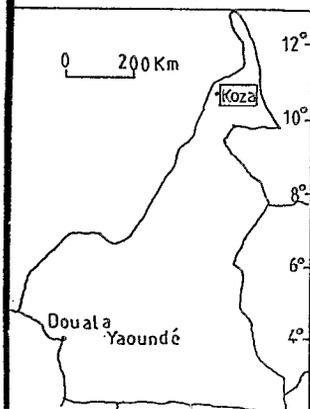
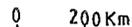
KOZA

MASSIFS MAFA DE LA REGION
D'ENQUETE DU NORD CAMEROUN

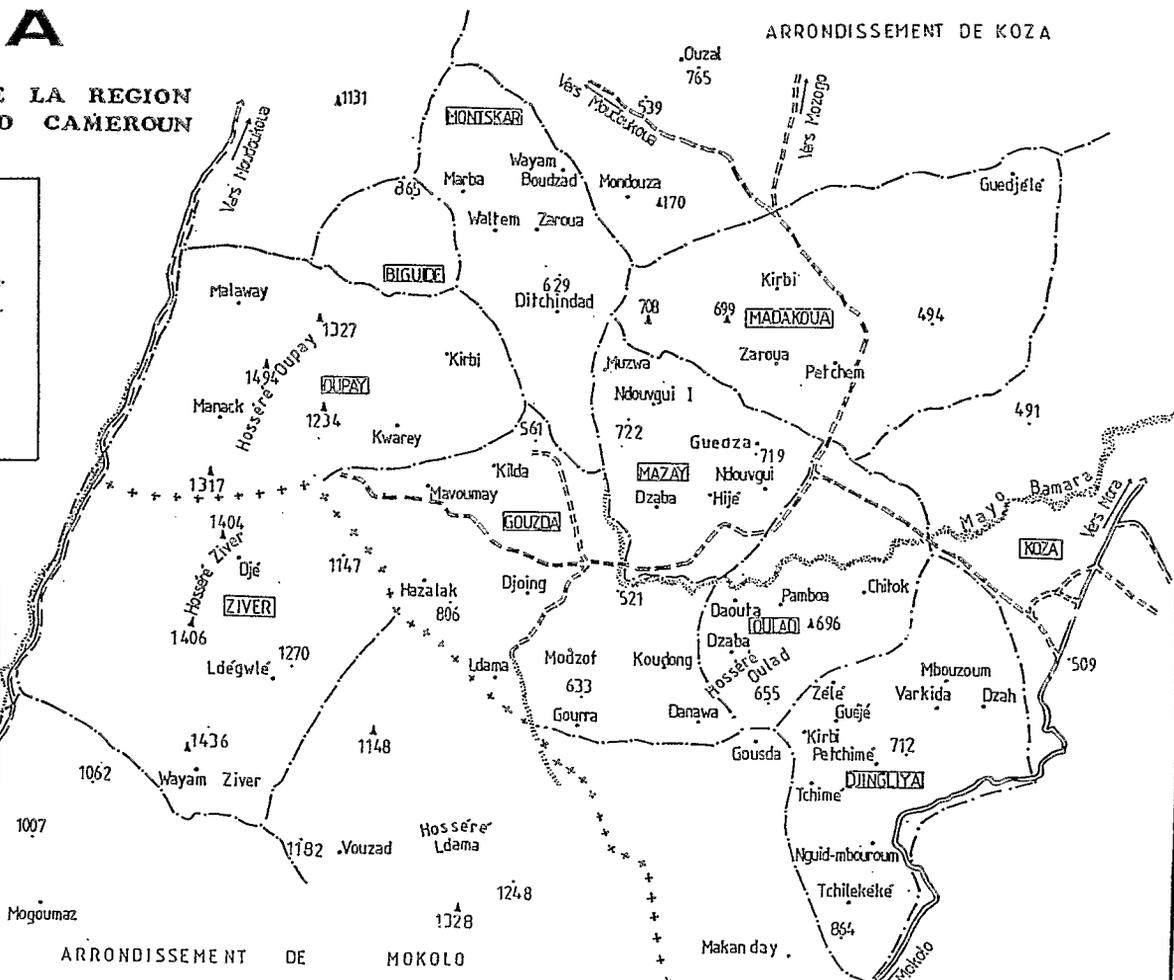
ARRONDISSEMENT DE KOZA

LEGENDE

- +++++ Limite d'arrondissement
- Limites des massifs
- Cours d'eau saisonnier(mayo)
- ==> Route principale carrossable.
- - -> Route secondaire carrossable.
- - -> Route saisonnière
- [] Nom de massif
- Djé Nom de quartier
- 456 Repère des altitudes.



ARRONDISSEMENT DE MOKOLO



3. La région d'enquête du Nord

A l'intérieur du département du Mayo Tsanaga, on a cherché à constituer une zone rurale contiguë, à population homogène, d'environ 20 000 habitants, pour avoir des chiffres significatifs, dans la partie montagneuse la plus dense du département. On s'est en conséquence orienté vers la partie septentrionale du pays mafa au nord de la ville de Mokolo et à l'ouest de la ville de Koza. Ont été finalement retenus les massifs de Djingliya, d'Oulad, de Gouzda, de Madakoua, de Biguide, de Montskar (canton de Koza, arrondissement de Koza), d'Oupaï (canton de Moskota, arrondissement de Koza), de Ziver (canton de Matakam Sud, arrondissement de Mokolo) (cf. carte)¹.

La zone ainsi délimitée s'étend sur une superficie approximative de 88 km² entre 10°46 et 10°56 environ de latitude N, 13°45 et 13°51 de longitude E. L'altitude varie entre 500 m au niveau de la ville de Koza au sud de la plaine de Mora (bassin du lac Tchad) à 1494 m au sommet du mont Oupaï, qui est aussi le point culminant des monts Mandara, suivi par le massif de Ziver (1436 m).

¹La toponymie est issue du dictionnaire des villages du Margui-Wandala : ORSTOM Ed. - 1972 - Dictionnaire des villages du Margui-Wandala (par Jean BOUTRAIS, avec la collab. de Martin SEATI). Yaoundé, XXI + 89 p. multig. + 1 carte h.t. (*Répertoire géographique du Cameroun* 25, Sciences Humaines 94).

Le climat est du type soudano-sahélien d'altitude avec 900 mm de pluie, et les sols les plus fréquents sont des sols ferrugineux tropicaux (sols régosoliques) sur de fortes pentes. Les densités démographiques se situent parmi les plus fortes d'Afrique : 214 habitants au Km² pour l'ensemble de la zone, contre 20 habitants au km² pour le Cameroun à la même époque, et jusqu'à 335 habitants au km² pour le massif Djingliya. Peuplée par les montagnards mafa, en grande majorité animistes, cette région considérée comme l'une des plus "pauvres" du Cameroun, est aussi l'une des moins scolarisées¹. Elle a déjà été abondamment étudiée par les spécialistes représentant l'ensemble des disciplines des sciences sociales². C'est l'occasion ici de laisser la

¹Les Mafa, appelés aussi Matakam, terme considéré par certains comme péjoratif, constituaient en 1976 une population d'environ 200 000 personnes (population résidente sur place), ce qui en fait l'ethnie la plus importante des monts Mandara, dont elle représente près de 40% de la population.

²A titre indicatif, signalons que la base de données bibliographiques POPCAM, portant sur la population et le développement du Cameroun, compte en Juillet 1988 103 références sur l'exode rural, 26 références sur les problèmes de développement de la province de l'Extrême-Nord et 26 références également sur les Mafa, qu'il n'y a pas lieu de citer toutes ici. POPCAM est actuellement consultable au CEPED et à l'ORSTOM à Paris, ainsi qu'au CRED et à l'IFORD à Yaoundé. Relevons seulement quatre études sur les problèmes qui nous intéressent directement ici, en plus de celles qui seront citées dans le texte :

parole aux pédologues, qui ont en quelques traits remarquablement décrit le système agricole des monts Mandara :

"L'agriculture des Mandaras est une véritable activité de montagne caractérisée par l'absence de jachères, par le recyclage des éléments fertilisants sans appoint externe, par une fumure organique associée à un élevage en case, par la rotation et l'association sorgho (tchergué), millet, arachide, outre divers légumes (piments, souchet, etc.). Elle permet la subsistance d'une population dense (100 hab./km² et plus) au prix d'un énorme labeur et d'un niveau de vie très bas. Les terrasses ont préservé de bonnes caractéristiques chimiques et amélioré les propriétés physiques des sols naturels. Elles sont fragiles et rapidement crevées par le ravinement après leur abandon, de sorte que la survie de cet étonnant paysage humanisé est liée à celle même des populations qui l'ont créé"¹.

PODLEWSKI (André M.) 1961 : Enquête sur l'émigration des Mafa hors du pays matakam. *Recherches et Etudes Camerounaises* (Yaoundé), n°5, pp. 73-95.

MARTIN (Jean Yves) 1970 : Les Matakam du Cameroun. Essai sur la dynamique d'une société pré-industrielle. Paris : ORSTOM, 215 p. (Mémoires ORSTOM, n°41).

BOULET (Jean) 1975 : Magoumaz, pays mafa (Nord Cameroun) (Etude d'un terroir de montagne). Paris, La Haye : ORSTOM, Mouton & Co, 92 p. + 14 photos et 6 cartes h.t. (*Atlas des structures agraires au Sud du Sahara*, 11).

ROUPSARD (Marcel) 1987 : Nord Cameroun. Ouverture et développement. Thèse de doctorat d'état de géographie, Université de Paris X. Coutances (France) : chez l'auteur, 516 p.

¹BRABANT (Pierre), GAVAUD (Michel) 1985 : Les sols et les ressources en terre du Nord-Cameroun. Paris ORSTOM, MESRES, 285 p. + cartes h.t. (*collection Notice Explicative*, n°103).

Les seules cultures commercialisées sont l'arachide, cultivée dans les vallons et le coton au pied des massifs, le tout en petites quantités.

Cette rapide description serait par trop incomplète et ne permettrait pas de comprendre la genèse de cette situation, si on n'évoquait pas ici la méfiance ancestrale de cette population vis-à-vis de tout ce qui vient de l'extérieur. Cette méfiance, provoquée par l'histoire, a entraîné un isolement relatif et a constitué un important facteur de survie, en assurant d'une part la sécurité et en autorisant d'autre part le maintien d'une forte fécondité. Le relief constituait un milieu beaucoup plus sûr que les plaines alentour et a permis à chaque massif de se défendre avec une certaine efficacité contre ses voisins, luttant ainsi contre la chasse aux esclaves qui se faisait au profit des empires centralisés limitrophes. L'isolement a mis aussi la population à l'abri des maladies importées et a maintenu une fécondité sensiblement plus élevée qu'en plaine. Au fil des siècles, la montagne s'est ainsi densifiée progressivement par des apports migratoires diffus et surtout par une forte fécondité, entraînant par la même une singulière intensification du système de production.

La société mafa elle-même ne s'est pas dotée d'un système politique centralisé et le Mafa est sans doute farouchement "individualiste". Cependant, une certaine dépendance, de nature féodale à certains égards, plus ou moins importante selon les massifs, existe vis-à-vis du monde mandara voisin, lui-même musulman. Il s'agit de l'héritage du royaume mandara (ou

Wandala), qui entretenait des rapports de domination dès l'époque pré-coloniale vis-à-vis des populations montagnardes.

Quel type de développement, quelles actions concrètes proposer dans ce contexte? Dans quelles conditions la survie même de cette population, à laquelle il a été fait allusion, serait-elle assurée?

4. *Le questionnaire*

Le questionnaire socio-économique (imprimé N°4 de l'EPD) a été posé lors du second passage de l'EPD en avril 1983. Il constitue un volet budget-consommation comportant sept types de questions, d'une part sur les activités économiques exercées et les revenus correspondants dans les domaines suivants : agriculture, élevage, artisanat, autres activités, apports extérieurs, d'autre part sur l'utilisation des revenus. Il se termine par une "appréciation générale" relative aux mesures à prendre pour juguler l'exode rural.

Ce questionnaire a été posé à un échantillon au 1/10^e des chefs de ménage. Le tirage de l'échantillon a été systématique : ont été interrogés les chefs de ménage habitant dans les *structures*¹, dont le numéro se termine par le chiffre 1 dans la zone d'enquête 01, par le chiffre 2 dans le Z.E.. 02, etc. Ceci pour les 32 Z.E. de la

¹ Le terme de "structure" a été défini par le Recensement Général du Cameroun de 1976. Il s'agit en l'occurrence du *gay mafa*, ou du *saré* peul, ensemble résidentiel parfois traduit sous d'autres cieux par le terme de concession. Le *gay* comporte en règle générale un seul "ménage" selon les définitions du recensement.

région Nord. Celles-ci étant par ailleurs géographiquement contiguës pour des numéros qui se suivent, on obtient ainsi un "balayage" approprié de l'ensemble de la région d'enquête. 405 chefs de ménage ont été interrogés de la sorte dans la région Nord¹.

La plupart des questions sont "fermées" ou "semi-fermées". Sont cependant "ouvertes" les questions portant sur la commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage et surtout l'appréciation générale. Est-il besoin de souligner que cette approche est totalement nouvelle dans ce milieu où l'enquête d'opinion était restée jusque là inconnue...

L'appréciation générale a été formulée de la manière suivante sur le questionnaire :

"Comme vous le savez, beaucoup de jeunes continuent à quitter le village pour aller vivre à l'extérieur. A votre avis, que pourraient faire les autorités pour inciter les jeunes à rester en plus grand nombre? (Enumérez les différentes actions proposées)".

Dans le manuel des enquêteurs, la question a été explicitée sous une forme un peu différente :

"Question 7.

Cette question vise à recueillir l'opinion générale du chef de ménage sur les actions des Pouvoirs Publics visant à freiner l'exode rural.

¹Seuls 3 questionnaires de l'échantillon, qui aurait dû par conséquent contenir 408 unités, n'ont pu être remplis : 2 par suite de l'émigration de l'ensemble du ménage depuis le premier passage et 1 à cause du "manque de questionnaire" chez l'enquêteur concerné, dans une zone d'enquête reculée.

Demandez : "A votre avis, que pourraient faire les autorités pour inciter les jeunes à rester en plus grand nombre dans votre village?" Inscrivez littéralement la réponse du chef de ménage".

On remarquera qu'aucune allusion n'a été faite quant à un éventuel départ pour la ville, car l'émigration peut aussi se faire à destination du milieu rural, ce qui a les mêmes conséquences que l'exode rural proprement dit pour le milieu de départ. En l'occurrence, il s'agira ici fréquemment d'une "descente" des montagnards vers la plaine¹.

Cette question est destinée à être exploitée par l'informatique avec l'ensemble du questionnaire. Dans ce but, une grille de chiffrage prévoyant 6 actions simultanées a été élaborée et un dépouillement préliminaire par sondage a permis de définir 64 réponses classées en 7 catégories pour le manuel de codification. Il serait cependant dommage de se contenter d'une vue réductrice dans un domaine où chacune des opinions exprimées peut aider à éclairer l'ensemble... Nous avons donc opté ici pour une nouvelle exploitation manuelle plus détaillée de cette question, qui donne un exemple d'analyse qualitative, souvent négligée en démographie.

¹BOUTRAIS (Jean) 1973 - La colonisation des plaines par les montagnards au Nord du Cameroun (Monts Mandara). Paris : ORSTOM, 278 p. + 11 cartes annexes. (*Travaux et Documents*, n°24).

5. Les chefs de ménage interrogés

Sur les 405 chefs de ménage interrogés, 389 (96%) sont des hommes et 16 des femmes.

Tableau 1 : Répartition des chefs de ménage selon le sexe et l'âge.

| AGE | M | F | TOTAL |
|---------|-----|----|-------|
| -50 | 240 | 5 | 245 |
| 50 et + | 149 | 11 | 160 |
| TOTAL | 389 | 16 | 405 |

Les chefs de ménage étant par définition des adultes, il a paru intéressant de distinguer selon l'âge entre les vieux et les jeunes, une limite commode étant 50 ans. 38% des hommes chefs de ménage ont 50 ans ou plus contre 69% des femmes. Celles-ci ne deviennent chefs de ménage qu'une fois veuves et âgées, les jeunes veuves se remarquant très rapidement.

Au total, 59% des membres de notre échantillon sont donc des adultes masculins encore jeunes. Les opinions émises par cette catégorie de la population sont très significatives pour notre propos, puisque c'est dans ce groupe que se recrute la grande majorité des candidats à l'émigration.

6. *Les actions proposées*

Les actions proposées aux Pouvoirs Publics pour freiner le départ des jeunes sont extrêmement variées. Nous avons essayé de les classer en grandes catégories. Celles-ci sont finalement au nombre de 19.

Il peut bien sûr y avoir plusieurs réponses par chef de ménage : en moyenne 2,5 propositions ont été faites par personne. De faibles différences apparaissent entre sexes et selon l'âge.

Contrairement à l'attente, les femmes ont donné plutôt plus de réponses que les hommes, quel que soit l'âge. Serait-ce parce que les femmes chefs de ménage (par définition sans mari sur place) ont une certaine "indépendance d'esprit" reflet de leur indépendance" dans la vie?

Les jeunes ont donné plutôt plus de réponses que les vieux. Ces derniers restent plus "méfiants" vis-à-vis de l'extérieur. Se déplaçant moins, ils ont aussi un horizon de vie plus restreint et ont moins de propositions à faire.

Enfin, les non-réponses sont pratiquement inexistantes. Doit-on attribuer ce fait à la confiance que notre enquête a pu susciter? A un très large sentiment d'insatisfaction de la population? Peut-être, mais sans doute aussi à la conviction profonde que l'on peut faire évoluer les choses, que le développement est en somme possible...

Quelle est la nature exacte des propositions faites? Nous transcrivons ici la totalité des opinions exprimées - c'est la déontologie même de notre travail - sans pour autant que cela implique systématiquement approbation ou improbation de

Tableau 2 : Actions proposées aux Pouvoirs Publics selon le sexe et l'âge des chefs de ménage.

| ACTION | M | | F | | TOTAL |
|-------------------------------|------------|------------|-----------|-----------|-------------|
| | - 50 | 50 & + | - 50 | 50 & + | |
| Aménagements hydrauliques | 125 | 86 | 4 | 8 | 223 |
| Infrastructures sanitaires | 116 | 64 | 2 | 1 | 183 |
| Emplois | 66 | 57 | - | 7 | 130 |
| Infrastructures scolaires | 81 | 33 | 2 | 5 | 121 |
| Infrasctructures de transport | 58 | 31 | 1 | 1 | 91 |
| Aide alimentaire | 37 | 14 | 2 | - | 53 |
| Aide financière | 30 | 12 | 1 | - | 43 |
| Fin de "l'oppression" | 26 | 13 | - | 1 | 40 |
| Développement agricole | 15 | 10 | - | 2 | 27 |
| Réduction des impôts | 12 | 10 | - | - | 22 |
| Création d'un marché | 11 | 6 | - | - | 17 |
| Electrification | 6 | 6 | 2 | 2 | 16 |
| Mesures autoritaires | 6 | 6 | - | 1 | 13 |
| Accès à la terre | 3 | 7 | - | - | 10 |
| Aide vestimentaire | 5 | 4 | - | - | 9 |
| Développement des loisirs | 5 | 1 | - | 1 | 7 |
| "Amélioration" du village | 3 | 2 | 1 | - | 6 |
| Divers | 3 | 3 | - | - | 6 |
| Ne sait pas | 1 | 1 | - | - | 2 |
| TOTAL | 609 | 366 | 15 | 29 | 1019 |

notre part : le lecteur se fera une opinion personnelle sur ce sujet. Il faut cependant soulever la question de savoir si les réponses n'ont pas pu être orientées par les enquêteurs, issus du même milieu, tous écoliers, puisque les interviews en langue mafa ont été retranscrites en français par leurs soins. On ne pourra jamais éliminer totalement un tel risque, mais un certain nombre de précautions ont été prises : traduction collective des questions en mafa lors de la formation des enquêteurs, contrôle des interviews sur le terrain par des contrôleurs, eux-mêmes mafa, contrôle des questionnaires a posteriori (qui a permis de vérifier la répartition des types de réponses selon l'enquêteur), suivi du travail sur le terrain même par les chercheurs à titre de superviseurs. Nous considérons le résultat comme satisfaisant.

En tout état de cause, les citations seront transcrites le plus possible sans correction, de manière à conserver à la traduction un peu de sa "saveur" originelle, largement teintée de "camerounismes", la plupart venus du Sud-Cameroun, région d'origine d'un grand nombre d'enseignants exerçant dans la partie septentrionale du pays, comme l'ont montré les travaux des linguistes, et sans doute également de nombreux journalistes de la radio.

Les aménagements hydrauliques

Le souhait d'aménagements hydrauliques est de très loin la demande la plus importante formulée : 223 personnes, soit 55% des personnes interrogées des deux sexes et 75% des femmes

s'expriment à ce sujet, quel que soit leur âge. L'approvisionnement en eau de ménage incombe essentiellement à ces dernières. Elles sont aidées par leur conjoint lorsque les distances sont trop importantes. Il n'est pas rare ici de devoir couvrir plusieurs kilomètres à pieds en terrain accidenté pour aller chercher de l'eau, surtout en fin de saison sèche lorsque les sources sont tarées en montagne et qu'il faut se rendre en plaine.

L'eau est indispensable non seulement à la consommation humaine, mais également à celle du bétail (bœuf de case, chèvres, moutons...), eu égard d'autant plus au très faible degré hygrométrique de saison sèche. La sécheresse qui s'est manifestée durant les années soixante-dix a aggravé la situation et était sans doute encore bien présente dans les esprits. L'un des intervenants fait en outre remarquer la corrélation - que l'on pourrait oublier - entre le manque d'eau, le manque d'hygiène et la morbidité!

Deux types d'actions ont été regroupées ici, le creusement de puits et la construction de barrages, ainsi que des expressions plus vagues, telles que "l'adduction d'eau" ou "des points d'eau" :

"Creuser des puits au bas des montagnes" (H 60 ans, Mazai).

"Construire de petits barrages d'eau dans nos villages-montagnes" (H 40 ans, Mazai).

"Nous voulons à ce que vous nous construisiez un barrage, car le grand problème est l'eau" (H 91 ans, Montskar).

"Car nous allons chercher l'eau très loin" (H 58 ans, Djingliya).

"Vraiment, nous pouvons souffrir pour le problème d'eau" (H 38 ans, Djingliya).

"Nous voulons que vous nous construisiez un barrage, parce que nous avons des chèvres et des moutons qui meurent assoiffés" (H 42 ans, Montskar).

"Le manque d'eau entraîne un manque d'observation des règles d'hygiène. En conséquence, nous sommes sujets à des maladies" (H 27 ans, Montskar).

De nombreuses actions ont été entreprises dans ce domaine, avec des sources de financement variables¹. Reste incontestablement à les renforcer et à maîtriser les conséquences secondaires de ces investissements dans le domaine sanitaire avec les risques de développement du paludisme et de la bilharziose.

Par ailleurs, le relief lui-même, la densité de l'habitat et la présence de l'électricité d'origine hydraulique dans la vallée ne pourraient-ils pas faciliter une adduction d'eau dans les massifs eux-mêmes?

Les infrastructures sanitaires

Second en importance parmi les actions proposées, avec 45% des personnes concernées, le développement des infrastructures sanitaires regroupe la construction d'hôpitaux, de dispen-

¹Cf. par exemple : FIKRY (Mona), TCHALA ABIMA (Français), 1978 : *People and Water. Social Soundness Analysis of the Mandara Water Resources Project*. Yaoundé : USAID, 71 p. multigr.

saires et "d'infirmes". Plusieurs idées sont exprimées : le souhait de pouvoir "se soigner normalement", c'est-à-dire sans doute facilement et efficacement et celui de "raccourcir les déplacements". On sollicite en conséquence la création d'infrastructures "dans les massifs" eux-mêmes et non plus uniquement sur leur périphérie.

Le manque d'infrastructures sanitaires apparaît à double titre comme une des causes du départ de la population des massifs : celle-ci est en quelque sorte "chassée" par le manque de moyens sanitaires sur place et parfois "attirée" par la présence d'un hôpital, ce qui est sensible surtout chez les jeunes, qui connaissent les techniques sanitaires modernes et qui par ailleurs ne manquent pas de souligner les difficultés de la vie en montagne :

"Quand on est éloigné du centre hospitalier, nous avons peur qu'une maladie nous terrasse et c'est pour cela qu'on se rapproche de l'hôpital, et pour le faire, nous sommes obligés de quitter les campagnes" (H 25 ans, Montskar).

"Les jeunes, qui sont pour la plupart partisans des changements, voudraient ne plus traiter leurs maladies à l'indigène, mais à l'hôpital. C'est pourquoi ils préfèrent un lieu où ils trouvent facilement l'hôpital" (H 29 ans, Montskar).

"Il y a beaucoup de serpents en montagne, ce qui fait que nos jeunes, pour éviter le danger, se rapprochent des hôpitaux. Il faut nous mettre des hôpitaux près de chez nous" (H 27 ans, Montskar).

Même si certains des dangers cités n'ont pas de valeur statistique, ce qui importe principalement c'est bien l'idée que les intéressés s'en font.

On peut s'étonner ici de l'importance de cette revendication - même si elle n'est pas encore générale - dans une zone dotée d'un très grand hôpital, bien approvisionné, tel l'hôpital de Koza, qui n'est jamais éloigné de plus de 15 km à vol d'oiseau de tout point de la zone d'enquête, malgré que le terrain est accidenté et les communications difficiles (tout cela n'est pas exceptionnel en Afrique). "L'aspiration à la Santé" n'a en fait guère été prise en compte jusque là, ici comme ailleurs, chez des populations jugées trop souvent comme "retardataires" et "réfractaires" au progrès. Mais les temps ont changé... en même temps que les mentalités, même en l'absence de scolarisation, et les conditions d'une forte morbidité et d'une mortalité importante sont de mieux en mieux perçues, notamment par comparaison avec l'extérieur, et de moins en moins acceptées...

La santé apparaît ainsi de plus en plus comme un des indicateurs-clés du développement. De très gros efforts sont à faire dans ce domaine et toutes les expériences sont à prendre en compte, tel par exemple le développement des soins de santé primaires, mis en œuvre sous formes participatives depuis une décennie à l'hôpital de Tokombéré, à quelques dizaines de kilomètres de la zone d'enquête.

Les emplois

La création d'emplois apparaît comme le troisième besoin exprimé par 32% de la population. Les personnes âgées y paraissent plus sensibilisées, peut-être parce qu'elles ont encore des jeunes à charge et aussi parce qu'elles manifestent une certaine inquiétude devant les perspectives de cessation ou plutôt - concernant le milieu en question - de ralentissement d'activité.

Ce besoin rejoint les résultats des nombreux travaux dans ce domaine, qui citent la recherche d'un emploi plus rémunérateur comme principale cause de l'exode rural. Ce facteur est ici d'autant plus aigu que la longue saison sèche (octobre à avril) entraîne, comme partout en zone sahélienne, une morte saison agricole très prononcée et donc un sous-emploi saisonnier important.

La plupart du temps, on réclame uniquement "du travail" ou des "emplois" sans autre précision, mais on cite également "des petites entreprises", "des usines", "un chantier", "des services publics"... Parfois, le but du travail recherché est précisé (achat de nourriture, d'habits, paiement des impôts...). Il s'agit en somme du strict nécessaire pour vivre, mais ce "nécessaire", restera-t-il encore longtemps "suffisant" : déjà une intervenante évoque le souhait d'un certain "superflu", qui est une notion bien relative...

Généralement, les intervenants sont conscients des possibilités réduites qui s'offrent à une personne sans qualification sur le marché du travail et ils sollicitent des emplois nécessitant une qualification réduite :

"Un chantier pour employer les manœuvres"
(H 55 ans, Mazai).

"Un chantier : comme je suis célibataire, il pourra me servir" (H 18 ans, Gouzda).

"Des services publics pour se procurer de l'argent et assouvir les besoins superflus" (H 75 ans, Djingliya).

"Moi particulièrement, je suis de ceux qui se déplacent vers les villes. Pour que je reste toujours sur place, il faut que le gouvernement crée quelque chose qui puisse permettre de gagner de l'argent. Pour le moment, je suis obligé d'aller sur la plaine cultiver du coton, seule culture industrielle importante de notre région" (H 32 ans, Montskar).

"Chez nous, il manque des employeurs. Moi je suis obligé d'aller à Koza et ailleurs pour construire les maisons et gagner de l'argent. Ainsi, je peux payer mes impôts. Pour nous maintenir au village, j'aimerais que le gouvernement nous donne du travail" (H 25 ans, Montskar).

Le travail saisonnier à l'extérieur du massif est ainsi évoqué (travaux agricoles saisonniers sur les champs de plaine, petits emplois non qualifiés en milieu urbain). C'est par de telles activités, encore récentes, que le migrant est souvent mis en rapport pour la première fois avec le monde extérieur, premier pas vers un déplacement de plus longue durée.

En dehors des travaux agricoles, très peu d'autres activités ont jusqu'à présent été proposées. Pourtant les atouts ne sont pas inexistantes, qui permettraient probablement de

développer le secteur secondaire dans les localités proches des massifs, tels la mobilisation possible d'une forte main-d'œuvre durant la morte saison agricole, le bas niveau des salaires, une population habituée à des techniques intensives... Le coût des transports impose cependant une orientation vers des productions à forte valeur ajoutée. Une telle évolution apparaît en tout état de cause indispensable devant les perspectives insuffisantes du développement agricole.

Les infrastructures scolaires

30 % des personnes interrogées souhaitent le développement des infrastructures scolaires. Ce chiffre est très important dans un milieu considéré depuis toujours comme réfractaire à l'école. Il doit néanmoins être pondéré par le niveau très bas des équipements dans ce secteur. Il ne faut pas oublier qu'au recensement de 1976, le département du Margui-Wandala, qui incluait l'actuel département du Mayo Tsanaga, était - avec un taux de scolarisation primaire de 13% - le département le moins scolarisé du Cameroun.

Seules trois personnes font allusion à l'enseignement agricole, c'est donc essentiellement de l'enseignement général dont il s'agit. Or on connaît le rôle moteur de la scolarisation dans le phénomène d'exode rural, celle-ci développant des aspirations difficiles à satisfaire à la campagne. Mais la volonté d'envoyer les enfants à l'école n'entraîne-t-elle pas un départ vers la ville si elle ne peut être satisfaite sur place? Cette volonté n'est pas encore aussi affirmée dans le pays mafa,

mais elle se développe très vite et dès à présent nombreux sont ceux qui seraient désireux d'envoyer leurs enfants à l'école si celle-ci était proche. On réclame d'ailleurs explicitement la création d'écoles "dans les massifs", au même titre que les équipements de santé. Ne sent-on pas confusément que, devant un phénomène "inéluçtable" (la scolarisation), le meilleur moyen d'en diminuer certains effets néfastes est encore d'avoir l'école chez soi?

Plusieurs raisons sont données pour demander des infrastructures scolaires : réduction des distances à parcourir pour les enfants, occupation des enfants durant la saison sèche, limitation des départs des enfants obligés "d'aller fréquenter" (l'école) en ville, enfin le rôle de l'école dans l'éducation des enfants, et notamment dans la diminution de certains traits de comportement néfastes au milieu rural. C'est ici qu'est citée la sorcellerie, qui peut être parfois considérée comme un facteur important dans l'exode rural des jeunes, du fait du climat de méfiance -voire de terreur- qu'elle engendre. On demande aussi la construction de bâtiments scolaires lorsqu'il arrive que l'école doive se faire en plein air ou lorsqu'on a dépensé de l'argent dans ce but, dont on ne sait pas ce qu'il est advenu :

"J'aimerais l'école pour la scolarisation de nos enfants qui descendent en plaine pour s'inscrire à l'école en ville" (F 60 ans, Oulad).

"Il nous faut aussi l'école pour l'instruction de nos enfants, vu qu'ils font des distances pour aller à l'école à l'extérieur du village" (F 80 ans, Oulad).

"Construire des écoles pour nos petits enfants qui sont en train de souffrir au soleil" (H 40 ans, Gouzda).

"Nous voulons une école, car chaque année le chef de canton nous demande 1000 F par concession¹ et par la suite, il ne construit pas les bâtiments servant à l'enseignement" (H 35 ans).

"Chez nous, les gens croient à la sorcellerie, ce qui fait que les gens ne s'entendent pas. Beaucoup de jeunes sont contre cet état de choses. Pour chasser cette idée de nos mémoires, il faut un système qui puisse éclairer, tel que l'école" (H 45 ans, Montskar).

Les infrastructures de transport

Il est parfois difficile de distinguer dans cette catégorie, intéressant 22% de l'échantillon, l'amélioration des voies de communication du souhait de disposer de moyens de locomotion.

En général, on demande "une route", le bitumage des voies existantes ou leur réparation. Deux objectifs sont évoqués : l'utilité de pouvoir ainsi s'approvisionner facilement au marché et celle de pouvoir écouler en ville les produits agricoles.

"Il faut qu'il y ait une route dans notre village, afin qu'on parte au marché en voiture" (F 33 ans, Ziver).

"Je veux la route pour faire mes achats au marché" (H 31 ans, Oupaï).

¹1000 F CFA, c'est à dire 20FF.

"Il faut des routes aux villages pour faire expédier nos produits aux marchés des villages" (H 30 ans, Gouzda).

Les personnes s'exprimant le plus sur ce sujet sont évidemment celles qui habitent les zones les plus reculées, celles justement où la construction d'une route paraît très difficile, mais d'autres moyens de communication peuvent sans doute être examinés, notamment pour descendre des produits pondéreux en plaine et inversement (amélioration des pistes piétonnières, treuils...).

On connaît par ailleurs le rôle ambivalent de la route sur l'exode rural : elle tend à accroître celui-ci par les contacts avec l'extérieur qu'elle multiplie, alors qu'elle facilite l'augmentation des revenus monétaires au village en autorisant la vente des produits agricoles, ce qui pourrait maintenir la population sur place.

Toujours est-il que les difficultés de communication constituent le principal obstacle au développement des cultures maraîchères, qui pourraient être une des activités les plus rémunératrices dans la région¹.

L'aide alimentaire

La sollicitation d'une aide alimentaire par 53 chefs de ménage, soit 13% des personnes interrogées, est le signe de la fragilité de l'économie montagnarde au Nord-Cameroun, qui est une

¹ HALLAIRE (Antoinette) - 1976 - Problèmes de développement au nord des monts Mandara. *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.* (Paris), vol, XIII, n°1, pp. 4-22.

économie de survie très dépendante des conditions climatiques. Même si les précipitations sont plus régulières et plus élevées que dans les plaines avoisinantes, la densité même du peuplement fragilise l'autosuffisance alimentaire. Le moindre écart climatique influence la quantité de nourriture disponible, surtout en période de "soudure" alimentaire, durant la saison des pluies avant la récolte. Faut-il rappeler qu'il s'agit là de la saison des travaux agricoles, qui incombent alors à une population affaiblie? Le phénomène est bien connu dans tout le Sahel.

En général, on sollicite l'envoi de mil, qui est la nourriture de base :

"car la production est insuffisante" (H 30 ans, Djingliya).

"car nous n'avons pas assez pour manger toute l'année" (H 45 ans, Djingliya).

Un des intervenants suggère des "prêts de vivres". Ces diverses opinions montrent bien l'acuité du problème, d'autant plus que les périodes précédant l'enquête n'ont pas été spécialement "difficiles". Est ainsi reposé le problème de la lutte contre la spéculation sur le mil, souvent vendu à bas prix après la récolte à des gros commerçants et que le paysan est obligé de racheter beaucoup plus cher au moment de la "soudure".

L'aide financière

Cette question a été soulevée par 11% des enquêtés. Différents types d'aides sont évoqués : dons, prêts, allocations familiales. Une modulation selon le revenu est suggérée. Parfois, on sollicite des crédits pour exercer une activité économique (commerce, agriculture). On se réfère alors au Fonds National de Développement Rural, qui exige des garanties de solvabilité hors de portée du paysan mafa¹. Cela rejoint les problèmes du développement agricole évoqué plus loin :

"Leur prêter un peu d'argent pour leur équipement" (H 70 ans, Mazaï).

"Le bon de caisse au FONADER" (H 31 ans, Oupaï).

Il faut rappeler ici le très faible niveau des revenus dans les massifs et le fait que les allocations familiales ne s'appliquent qu'aux salariés, ce qui crée en pratique une disparité supplémentaire entre milieu urbain et milieu rural.

La fin de "l'oppression"

40 chefs de ménages, soit près de 10% d'entre eux demandent que cesse ce que nous avons regroupé sous le terme générique d'oppression, qu'ils considèrent comme un important facteur de départ des jeunes. Cette "oppression" est vécue comme venant de l'extérieur du massif, qu'il

¹Le crédit agricole a été profondément réorganisé en 1988.

s'agisse des prestations sollicitées par les autorités administratives subalternes, de moins en moins acceptées et qualifiées de "travaux forcés" ou "d'esclavage", des brimades que certaines forces de l'ordre ne manquent pas d'exercer à l'encontre de populations souvent démunies de papiers officiels ou tout simplement de l'arrogance de certains citadins vis-à-vis des montagnards vivant chichement ou mal habillés. Certains réclament un chef mafa, issu du même milieu qu'eux. Parfois, c'est simplement le "manque de liberté" qui est évoqué. Les intervenants sont très prolixes à ce sujet¹ :

"Les chefs de quartier et les gens du village sont menacés par le chef de canton" (H 50 ans).

"Il faut échanger le chef de canton, car il est en train de mépriser les gens du village" (H 30 ans).

"Je voudrais qu'on annule les travaux forcés, tels que la réparation des routes, les cases du chef et encore d'autres" (H 26 ans).

"Aussi il y a un beau nombre des gens qui restent toujours devant le chez lui (le chef); ils n'ont pas un travail à faire, rien que de venir en montagne pour nous arracher les poulets, le mil, etc" (H 53 ans).

"Immobiliser les violations de domicile par les envoyés du chef, car ils nous traitent comme des esclaves" (H 55 ans).

¹Les expressions susceptibles de mettre en cause nommément des particuliers ou de générer des amalgames regrettables à propos de tel ou tel groupe ont été écartées.

"Le fait d'aller travailler tout le temps chez le chef dérange trop; donc il faut éviter tout ce dérangement là" (H 45 ans).

"Jusqu'à présent, (ils) nous maltraitent comme des esclaves. C'est pour cela que les jeunes ne veulent plus rester au village" (H 26 ans).

"Pour que les autorités incitent les jeunes à rester sur place, il faut qu'on nous donne un chef mafa. Là, il pourra faire quelque chose pour nous" (H 43 ans).

"Il faut aussi que nous nous sentions à l'aise au village, car nous sommes constamment opprimés par les agents du chef et les citadins. Les gendarmes et tous les agents de l'ordre ne doivent plus nous arrêter injustement" (H 21 ans).

"Comme vous le savez, sans l'impôt, sans carte d'identité et sans pièces pour les cyclistes, les gendarmes ne peuvent jamais les tolérer. Ils se trouvent amendés pour de pareilles choses. Comment voulez-vous dire que les jeunes restent au village?" (H 59 ans).

"Cesser les menaces de la part des gendarmes, qui viennent brimer les jeunes à domicile" (F 75 ans).

"Ils fuient souvent parce qu'ils sont amendés, battus à la brigade des fois" (H 39 ans).

"Ne plus être opprimés par les civilisés de la ville" (H 27 ans).

Ces réponses très franches soulèvent un problème véritable, qui génère certainement un profond malaise, incontestablement à l'origine de nombreux départs de la montagne. Dans un milieu fermé, où les risques de représailles ne sont pas

négligeables, cette franchise a quelque chose de pathétique et ces opinions sont certainement beaucoup plus répandues que les résultats de notre enquête pourraient le faire croire.

Il ne s'agit pas ici de blâmer quiconque et la situation n'est pas identique dans tous les massifs. Mais certains enseignements de portée générale peuvent être dégagés : les rapports de dépendance (sans doute renforcés par les pouvoirs accrus dévolus aux autorités subalternes durant la période coloniale et post-coloniale) sont de moins en moins acceptés et une page de l'histoire est assurément tournée; de nouvelles structures sont à mettre en place, dont il faudra s'assurer qu'elles tiennent compte des divers protagonistes et de leurs moyens d'existence; enfin, les lois de la République doivent s'appliquer partout. Tout ceci fait aussi partie du développement.

Chacune des autres actions préconisées recueille moins de 7% d'avis.

Le développement agricole

Une des surprises de l'enquête : les problèmes de développement agricole, élément fondamental de l'économie et de l'autosuffisance alimentaire de la région, ne sont abordés que par 27 personnes. On ne laissera pas de s'interroger à ce sujet : les intéressés auraient-ils eux-mêmes conscience de la relative perfection de leur système de production - souvent souligné par les observateurs extérieurs - et de la difficulté à lui apporter des améliorations? N'attendraient-ils donc plus rien de l'extérieur dans ce domaine? Auraient-ils pris leur

parti de l'absence d'actions de développement agricole au niveau des massifs? Hésiteraient-ils à aborder un sujet qui semble ne susciter que si peu d'intérêt, si dévalorisé? Manifesterait-ils de la méfiance devant certaines actions entreprises dans les environs avec des résultats si mitigés?

Tableau 3 : Actions de développement agricole selon le sexe et l'âge des chefs de ménage.

| ACTION | M | | F | | TOTAL |
|-------------------------|-----|--------|------|--------|-------|
| | -50 | 50 & + | - 50 | 50 & + | |
| Engrais | 7 | 5 | - | 1 | 13 |
| Equipements agricoles | 1 | 2 | - | - | 3 |
| Introduction de plantes | 2 | - | - | - | 2 |
| Plantations | 3 | 3 | - | 1 | 7 |
| Culture attelée | 2 | | - | - | 2 |
| TOTAL | 15 | 10 | - | 2 | 27 |

Dans le cadre du développement agricole, cinq types d'actions sont proposées :

- Diffusion des engrais : "*car notre terre est pauvre*" (H 36 ans, Djingliya);
- Augmentation des équipements agricoles;

- Introduction de nouvelles variétés de plantes ou de semences sélectionnées;

- Création de "plantations" : on cite ici les champs du Centre de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA) de Guétalé (ce qui peut référer aussi à la vulgarisation agricole) et la société cotonnière (SODECOTON).

- Introduction de la culture attelée (charrues tractées par des bœufs) : ceci n'est réalisable qu'en plaine au pied des massifs.

La diffusion des engrais concerne près de la moitié des actions proposées. On pourrait y ajouter les deux propositions concernant le financement agricole évoquées à propos de l'aide financière.

Devant une agriculture aussi spécialisée, si intensive et aussi étroitement adaptée au milieu, peu d'améliorations ont été jusqu'à présent proposées : même si certaines sont envisageables (et souhaitables), elles ne paraissent pas décisives¹. La question mériterait en tout cas d'être étudiée plus qu'elle ne l'a été jusqu'à présent, car le développement a ici toujours été considéré comme devant être extérieur, la seule perspective réelle s'offrant à la population étant l'émigration. Il faut surtout savoir que les moyens techniques d'une intensification supplémentaire du système de production agricole existent, malgré

¹HALLAIRE (Antoinette) - 1976, op. cit.

BOUTRAIS (Jean) - 1983 - Une histoire régionale du développement rural : le nord du Cameroun. in *L'expérience des projets, les résultats de l'histoire*. Paris : AMIRA, 146 p., pp. 83-146. (*Note de travail*, n° 42).

& *Cultures et Développement* (Louvain), vol. 15, n°4, 1983, pp. 655-699.

les apparences, ici comme ailleurs. On peut évoquer par exemple la culture hydroponique (sol artificiel) associée à l'élevage. Il y en a d'autres. La fin justifie ici les moyens. Le problème reste l'application.

La réduction des impôts

Le paiement annuel de l'impôt par tête a toujours représenté une lourde charge avec des revenus restreints, dont il n'est pas rare qu'ils représentent à peine le double du montant de l'impôt exigé. C'est souvent la nécessité de payer l'impôt qui a entraîné le développement des cultures commerciales et qui implique souvent la recherche d'un emploi salarié. Lorsque s'y ajoutent, du fait de la corruption et de la prévarication, des taxes non prévues, l'impôt devient rapidement prohibitif et l'on rejoint les formes "d'oppression" déjà dénoncées.

En conséquence, les intervenants demandent la diminution du montant de l'impôt. Parfois, ils suggèrent que l'impôt ne soit pas demandé aux plus jeunes ("moins de 12 ans"), aux plus vieux ou aux moins fortunés ("les plus petits"); un seul sollicite la suppression du "système des impôts" :

"Diminuer les coûts de l'impôt, car 4500 F (CFA) c'est trop" (H 28 ans).

"Le coût de l'impôt est élevé car je ne peux plus payer, car je suis vieux" (H 71 ans).

"Le gouvernement pourrait faire en sorte que les chefs n'augmentent pas les impôts à leur niveau. Beaucoup d'envoyés du chef briment les frères qui ne savent ni lire ni écrire. Nous

aimerions que cela cesse. Chez nous, on n'annonce même pas le jour de la perception des impôts. Alors, quand les envoyés du chef arrivent, ils font main-basse sur les biens des citoyens à cause de l'argent de l'impôt qui n'est pas apprêté. Imaginez 10 sacs de mil qu'on ramasse pour l'impôt qui s'élève seulement à 3500 F CFA par exemple" (H 18 ans)¹.

"Chez nous, pour que le gouvernement réussisse à maintenir les jeunes au village, il faudrait qu'il leur crée un emploi qui leur procure immédiatement de l'argent pour leurs impôts" (H 29 ans).

Mais le problème de l'impôt n'est pas seulement celui de son montant. Nous avons déjà vu qu'un calendrier de perception fixé à l'avance faciliterait les choses. La remarque suivante soulève encore une question d'organisation en suggérant que le choix d'une période appropriée permettrait de percevoir l'impôt sans heurt et sans coût supplémentaire pour l'état.

¹Petite digression vers les problèmes de collecte démographique : on touche là à l'une des causes des sous-estimations des recensements administratifs à but fiscal, souvent déplorée en Afrique tropicale : la population peut être très bien connue des autorités administratives subalternes, mais celles-ci ont intérêt à ce qu'elle ne soit pas recensée; l'état ne leur demandera pas en conséquence de fournir l'impôt correspondant; eux-mêmes se chargent cependant de collecter l'impôt auprès d'un maximum de gens... Par ailleurs, cette intervention montre également que la population n'est pas seule à être parfois peu motivée par la scolarisation : certains responsables ont tout intérêt à ce que la scolarisation ne se développe pas trop vite.

"Chez nous, on paie l'impôt au moment où les récoltes ne sont pas faites. Et pour nous en acquitter, il faut qu'on aille ailleurs travailler pour gagner de l'argent" (H 30 ans).

L'impôt apparaît donc comme un facteur d'exode rural à double titre, d'une part par les difficultés qu'il engendre dans les budgets des ménages, d'autre part par les déplacements qu'il provoque pour la recherche d'un emploi dans le but de s'en acquitter.

La création d'un marché

Le marché est un élément primordial de la vie économique et sociale au Nord-Cameroun. Plusieurs intervenants souhaitent la création d'un "grand marché" dans leur village. Deux types de raisons sont données : "pour écouler nos produits agricoles" et "pour me divertir", ce qui montre bien la fonction sociale de ces rassemblements et rejoint en quelque sorte la demande de loisirs. Personne n'a exprimé à ce propos le désir de s'approvisionner au marché : cela va peut-être de soi, mais il est également vrai que nous sommes aux antipodes d'une société de consommation!

On peut aussi s'étonner de cette demande, alors que le grand marché de Koza, qui se tient le dimanche, rayonne sur toute la région, mais certains secteurs de notre zone d'enquête en sont apparemment jugés trop éloignés. Phénomène récent dans les montagnes, le marché fait maintenant bien partie des préoccupations des gens, à l'image des marchés fonctionnant en plaine.

L'électrification

Les demandes dans ce domaine concernent "le village" et "les campagnes". Une personne souhaite l'électrification "des routes".

Avec l'arrivée dans l'extrême-nord de l'électricité produite par le barrage hydro-électrique de Lagdo sur la Bénoué, ces actions ne sont plus utopiques.

Les mesures autoritaires

Si beaucoup pensent que trop d'autorité s'exerce au niveau du village, quelques uns estiment au contraire qu'il y a trop de liberté en ville et que l'exode rural pourrait être jugulé par des mesures autoritaires. Il est intéressant de relever ici l'image que l'on se fait de la ville à ce sujet.

On parle à la fois "d'interdire le départ en ville" et de "faire revenir (les migrants)" de manière autoritaire, surtout ceux qui sont "sans occupation", ce qui serait en outre de nature à dissuader les futurs candidats à l'émigration.

"Il faut qu'on soit sévère pour ces jeunes; il faut qu'on leur inflige des punitions pour qu'ils retournent dans leur village" (H 52 ans, Djingliya).

"Les autorités doivent les emprisonner et le problème sera résolu" (H 63 ans, Madadoua).

"Il faut aussi dire aux policiers de les chasser au village" (H 22 ans, Madakoua).

Il est évident qu'une telle politique n'est pleinement réalisable que dans le cadre d'un régime ultra-autoritaire, avec un coût humain

élevé et une faible probabilité de pouvoir mener cette politique pendant longtemps. Cela, sans que les causes du mal soient pour autant combattues...

L'accès à la terre

Dans un contexte de forte pression démographique, l'accès à la terre devient de plus en plus difficile. Au niveau des massifs, il conduit souvent à la descente en piedmont. Mais là aussi, les conflits fonciers font leur apparition¹.

"Le gouvernement devrait donner à chacun un lopin de terre dans son village sans tenir compte des limites héritées des ancêtres" (H 60 ans, Montskar).

L'accès à la terre pose le problème des différences de densité entre zones géographiques voisines, où le risque est grand d'imposer arbitrairement des déplacements de population des zones les plus peuplées vers les zones les moins peuplées sans aucune étude préalable. C'est confondre espaces inhabités et espaces inoccupés, les seconds pouvant parfaitement être effectivement utilisés par des systèmes de production plus extensifs, ce qui est le cas fréquent de l'élevage.

Ce problème ne peut donc être résolu qu'au coup par coup en fonction des contingences locales.

¹BOUTRAIS (Jean) - 1978- Compétition foncière et développement au nord du Cameroun : la plaine de Mora, *Cahiers de l'ONAREST* (Yaoundé), vol. 1, n°2, pp. 53-90.

L'aide vestimentaire

La sollicitation "d'habits", de "vêtements", est au premier abord insolite. Il faut se rendre compte que les vêtements traditionnels sont ici des plus réduits. L'administration a depuis longtemps exercé des pressions pour que la population adopte des vêtements en tissu, qui sont devenus pratiquement obligatoires, même s'ils ne sont pas portés en permanence. Avec les travaux agricoles et au contact des rochers, qui servent de siège, ces vêtements tombent bien vite en lambeaux. Or, les habits en tissu ne peuvent qu'être achetés à l'extérieur. L'habillement représente par conséquent un poste considérable dans les budgets des ménages.

Le développement des loisirs

Dans une économie de survie, le problème des loisirs n'est pas une priorité. Il pourrait cependant prendre quelque consistance auprès des jeunes, qui rappelons-le sont désœuvrés 6 ou 7 mois dans l'année. C'est ainsi que certains demandent des "moyens de distraction", des "lieux de loisirs" ou des "centres culturels". Cette dernière suggestion, qui concerne prioritairement les jeunes scolarisés, dont les aspirations ne peuvent actuellement être satisfaites à la campagne, devrait être mise à l'étude au niveau des divers centres administratifs.

"L'amélioration" du village

Certains intervenants s'expriment en termes très généraux et parlent "d'améliorer le village", de construire de "belles maisons", de "belles constructions". Il s'agit en somme d'améliorer le cadre de vie pour rendre la vie au village plus agréable. Cela correspond sans doute d'assez près aux préoccupations du président Biya lorsqu'il parle de "revitaliser les communautés villageoises" ou de fleurir les villages.

Divers

Certaines mesures ont été préconisées par un nombre très réduit de chefs de ménage. Il nous a semblé utile de ne pas pour autant les passer sous silence, car ces personnes peuvent émettre une idée à propos d'un problème réel que d'autres ont oublié.

Passons sur ceux qui demandent "une aide" sans autre précision (ce qui n'apporte rien) ou qui demandent que les autorités "satisfassent tout ce que veut la population" (ce qui n'apporte rien non plus, puisque la question porte justement sur la nature des mesures à prendre, et qui serait assurément trop simple!).

Certains demandent précisément "l'installation de machines à écraser" : il s'agit de moulins à écraser le mil pour en faire la farine, tâche qui est réalisée par les femmes à l'aide de pierres à écraser, ce qui la rend astreignante.

Enfin, un des intervenants suggère une mesure inattendue, le relèvement de l'âge au mariage :

"Les autorités doivent lutter contre le mariage des jeunes dans le très bas âge, car étant mariés ils sont constamment en déplacement à la recherche du bien-être de la famille" (H 80 ans, Madakoua).

On avait relevé jusqu'à présent en Afrique comme motif de déplacement des jeunes hommes célibataires la recherche d'argent pour payer la dot, afin de pouvoir se marier, dans les régions où la compensation matrimoniale est élevée; voilà une autre cause de migration, pour les hommes mariés cette fois!

Les non-réponses

Sur un seul questionnaire, figure la mention "RAS", l'intéressé n'ayant sans doute rien à dire. Un autre intervenant s'exprime en des termes s'apparentant à la langue de bois :

"Je ne suis pas le gouvernement ni les autorités administratives : je ne peux pas juger".

La rareté de ces "non-réponses" nous a agréablement surpris.

7. Conclusion

Une question préalable se pose à la lecture de ces revendications : la mise en œuvre d'une politique de développement dans les monts Mandara ne saurait bien évidemment passer outre ces avis, mais dans quelle mesure cette politique

retiendrait-elle effectivement la population sur place? En d'autres termes, si la plupart de ces mesures étaient appliquées, l'exode rural serait-il endigué?

Les relations causales sont fort difficiles à établir dans ce domaine. La complexité des relations sociales fait qu'il sera toujours illusoire de mettre en rapport dans un quelconque modèle mathématique le montant d'un investissement dans un secteur donné et la rétention de population résultante.

Il se peut que telle ou telle mesure augmente au contraire l'émigration de manière ponctuelle, mais il nous semble que fondamentalement développement et rétention de la population ne sauraient aller que de pair, tant il est vrai que "planifier le développement avec les populations concernées, agir avec elles pour améliorer leurs conditions d'existence et créer à la campagne les bases d'une vie économique durable, c'est vraiment créer au village l'essentiel de ce que les ruraux vont chercher en ville"¹. Ainsi, les déplacements à destination de la ville pourraient être au moins ralentis.

Reste le coût de ces mesures : celui-ci ne saurait être qu'élevé, il ne faut pas s'en cacher. Mais il faut surtout mettre ce coût en regard de celui engendré par l'exode rural lui-même : diminution de l'autosuffisance alimentaire, augmentation du déficit extérieur, investissements

¹HOUNKONNOU (D.) - 1988 - Contre l'exode rural, créer la ville au village. *Le Courrier du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale* (Wageningen, Pays-Bas), n° 107, pp. 95-97.

nécessaires en ville pour accueillir les migrants, nuisances de la surpopulation urbaine, répression des tensions sociales et de l'instabilité politique. Voilà qui est de nature à nuancer singulièrement les conclusions que l'on peut tirer au sujet des coûts.

Aussi étonnant que cela paraisse, poser le problème du développement des monts Mandara est quelque chose de neuf, car jusqu'à présent "pour les développeurs, les montagnes ne représentent que des réservoirs de migrants potentiels"¹. Or, il semble bien qu'un des principaux enseignements que l'on puisse retirer de l'EPD est que la population a une conception fort différente du développement : celui-ci est souhaité sur le massif lui-même et non pas à l'extérieur.

A l'examen des problèmes évoqués ici, on pourrait être parfois tenté de se demander si la question de l'exode rural a été correctement posée, s'il ne conviendrait pas de s'interroger sur la raison du maintien de la population restée sur place plutôt que sur celle des départs des migrants, tant ceux-ci paraissent inéluctables! Or, devant l'augmentation accélérée de la population en ville, les problèmes soulevés par la densification des secteurs d'immigration à la campagne et les effectifs de population vivant encore dans des zones d'émigration potentielle, il est de plus en plus clair qu'il "ne s'agit plus de vider en priorité les montagnes de leur population mais, au contraire, d'engager une promotion

¹ BOUTRAIS (Jean) - 1983, op. cit., p. 125.

économique des montagnards qui en maintienne le plus grand nombre possible sur place"¹. Cette promotion demande à la fois de l'imagination et des moyens.

L'enjeu démographique des monts Mandara justifie en tout cas à lui seul que la parole ait été donnée aux principaux intéressés : les paysans mafa.

¹ BOUTRAIS (Jean) - 1983, op. cit., p. 100.